

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
 Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

Voulez-vous la renaissance du communisme ?

Voulez-vous que l'I. C. ne subisse pas toute entière le sort du P. C. allemand ?

Voulez-vous défendre réellement l'Union Soviétique ?

Oui, alors, faites votre devoir !

Aidez-nous et envoyez-nous votre abonnement !

L. TROTSKY

A propos de la politique extérieure de la bureaucratie staliniste

En Orient le gouvernement soviétique est prêt à vendre ses droits sur le chemin de fer de l'Est Chinois. En Occident il renouvelle l'ancien traité germano-soviétique sur le nom de Hitler. Dans deux directions opposées de sa politique extérieure le gouvernement de Staline-Molotov s'incline devant l'impérialisme et le fascisme.

L'abandon du chemin de fer de l'Est Chinois ne signifie pas simplement la perte pour l'Etat ouvrier d'une position économique et stratégique importante, mais le transfert direct dans les mains de l'impérialisme japonais d'un instrument important qui demain même sera dirigé contre la Chine et aussi contre l'Union Soviétique.

L'accord de Staline avec Hitler affermit la position de Hitler et ne peut pas ne pas réagir péniblement sur l'état d'esprit des ouvriers allemands. « Que le puissant état ouvrier soit obligé de rechercher l'amitié de l'Allemagne fasciste signifie que la position des nazis est solide. C'est ce que se dit inévitablement chaque prolétaire allemand qui pense. Au moment où la bureaucratie de l'Internationale Communiste présente la victoire de Hitler comme un épisode passager et met à l'ordre du jour la question de la grève générale et de l'insurrection (sur le papier), la bureaucratie soviétique trouve indispensable d'établir des relations « normales » avec la dictature fasciste d'Allemagne. Les actes de Litvinov Chintchouk caractérisent beaucoup plus exactement le point de vue des stalinistes que la littérature à bon marché de Manouïlsky-Kuoussin.

La révolte règne dans les cercles révolutionnaires européens à propos des derniers pas de la bureaucratie staliniste en politique extérieure, pas seulement d'ailleurs dans les groupes oppositionnels, mais aussi dans les partis officiels. Le mot de « trahison » se trouve de plus en plus souvent, sinon dans les articles, du moins dans les lettres et dans les entretiens.

De telles protestations ne sont pas difficiles à comprendre psychologiquement ; mais nous ne pouvons pas nous y associer politiquement. La question des relations entre l'Etat soviétique et l'impérialisme est dans son essence une question de rapport de forces. Après que la Révolution chinoise en Orient et l'avant-garde puissante du prolétariat européen en Occident furent étouffées les rapport des forces s'est brusquement modifié au détriment de l'Etat soviétique. A cela il faut ajouter la néfaste politique intérieure, le relâchement complet des liens entre le prolétariat et le paysannerie, entre l'appareil et le dictateur personnel, entre le parti et le prolétariat, entre l'appareil et le parti. Chacune de ces causes politiques obligent les bureaucrates centristes à foudroyer l'opposition et à battre en retraite devant le Mikado et devant Hitler.

La bureaucratie staliniste est responsable de toute sa politique opportuniste et aventuriste. Mais les conséquences de cette politique ne dépendent pas de sa volonté. Il est impossible de se tirer à sa guise d'un rapport de forces défavorable. Quelle politique aurait-on pu attendre ou exiger de la part du gouvernement soviétique à l'égard de l'Allemagne fasciste ? La rupture des relations ? Le boycott ? Ces mesures ne pourraient avoir un sens que comme préparatifs d'opérations militaires. Il y a deux ans nous avons tracé une perspective de cette sorte, non pas isolément, mais en rapport étroit avec un changement radical de politique en U. R. S. S. et en Allemagne, c'est-à-dire en comptant sur le renforcement de l'Etat ouvrier et du prolétariat allemand. Le développement s'engagea sur la voie opposée. Aujourd'hui alors que les ouvriers allemands sont écrasés, que l'Etat soviétique est affaibli, le cours vers la guerre révolutionnaire serait de l'aventurisme le plus pur.

Sans un tel cours, c'est-à-dire sans des préparatifs directs de guerre révolutionnaire et d'insurrection en Allemagne, la rupture des relations diplomatiques et le boycott économique ne seraient qu'un simple geste impuissant et misérable. L'absence de commandes russes, il est vrai, accroîtrait quelque peu en Allemagne le nombre des sans-travail. Mais est-ce que jusqu'à présent il a manqué des sans-travail pour la révolution ? Il a manqué un parti révolutionnaire et une politique juste. Cela manque doublement maintenant. Nous pouvons ne pas examiner maintenant à qui serait directement utile une reprise économique en Allemagne : au fascisme ou au prolétariat. Il est clair que le problème général de la conjoncture ne se tranche pas par les commandes soviétiques. En revanche, d'un autre côté, le refus de liens économiques avec l'Allemagne frapperait durement l'économie soviétique et, par conséquent, frapperait encore plus l'Etat ouvrier.

Nous répétons : la fraction staliniste porte une responsabilité directe et immédiate pour le naufrage de la révolution chinoise, pour la destruction du prolétariat allemand et pour l'affaiblissement de l'Etat ouvrier. C'est sur cette ligne fondamentale qu'il faut mener la lutte contre elle. Il faut purifier le mouvement ouvrier

mondial de la lèpre du stalinisme. Mais il faut lutter contre les racines de la maladie et non contre ses symptômes ou ses conséquences inévitables.

En marxistes, dans la lutte contre le centrisme bureaucratique nous restons sur le terrain du réalisme révolutionnaire. Si les bolcheviks-léninistes (Opposition de gauche) se trouvaient aujourd'hui à la tête de l'Etat soviétique, ils seraient forcés dans leurs actes pratiques immédiats de parler du rapport de forces résultant de dix années de politique des épigones. Ils seraient forcés, en particulier d'entretenir des liaisons diplomatiques et économiques avec l'Allemagne de Hitler. En même temps ils se prépareraient à la revanche. C'est une grande tâche, qui demande du temps, qui ne se résoud pas par un geste démonstratif, mais qui exige un changement radical de la politique dans tous les domaines.

Prinkipo, le 12 mai 1933.

L. Trotsky.

L'Opposition s'affirme à Villejuif

LES EXCLUSIONS CONTINUENT

Nous apprenons à la dernière minute que le camarade Coult vient d'être à son tour exclu du rayon de Villejuif, par décision supérieure de Régnier, sans assemblée de cellule ni de rayon. Voilà la démocratie dans le Parti !

« Vous-à écrire une déclaration contre Christophe ? — Non ? — A la porte ! » Telle est la méthode de conviction de Régnier. Nos camarades exclus continueront leur travail communiste, s'éduqueront, en un mot prépareront les véritables cadres sans lesquels notre parti ne pourra pas vaincre, et, au contraire, prépareront des catastrophes aussi tragiques que celle qui atteint aujourd'hui le prolétariat allemand.

200 TRAVAILLEURS ONT ECOUTÉ LA LIGUE COMMUNISTE

Les colonnades déversées par les stalinistes à Villejuif n'ont pas empêché l'opposition d'y aller s'expliquer devant les travailleurs. Au contraire. Nous ne craignons pas d'exposer loyalement nos idées devant les ouvriers, et ainsi nous avons obligé le rayon de Villejuif à s'expliquer publiquement sur les exclusions de ses rangs de nos camarades.

Notre camarade Christophe, malade, ne put assister au meeting, et Régnier et Cie en profitèrent pour le salir dans les termes qui sont les leurs : « Il peut crever ! Un salaud ! etc. » Teis furent les principaux arguments des dirigeants du rayon.

Notre camarade Gérard fit un exposé, écouté en silence, sur les problèmes posés par la victoire du fascisme en Allemagne et la banqueroute du stalinisme. Il développa à nouveau les idées pour la défense desquelles nos camarades furent exclus du rayon.

Les seuls interruptions de Régnier furent : « Salaud ». C'est toute la philosophie de ce bureaucrate. Il démontra son incapacité complète à répondre à nos arguments lorsque la parole lui fut donnée. En effet, il débâta un tissu d'énucubrations fournies par l'agit-prop, et ne se gêna pas pour affirmer que « Trotsky avait été contre l'insurrection en 1917 ! » Ce seul trait suffit à juger le reste. Notre camarade Naville lui répondit point par point, réfutant les mensonges et colonnades du « dirigeant » du rayon. Une sérieuse partie de l'assistance approuvait nos orateurs, et nombreux étaient les travailleurs qui réfléchissaient, comparant nos arguments aux basses injures staliniennes.

Furieux de n'avoir pas pu troubler la réunion malgré leurs provocations constantes, Chabrit vint débiter d'un ton hypocrite quelques mensonges, et les insinuations ordinaires des canailles sur la « police ». Il conclut tout simplement comme ceci : « Nous vous traitons comme les fascistes » (sic), montrant ainsi sa rage de voir nos idées pénétrer.

Nous considérons ce meeting comme un succès à l'actif de notre groupe de Paris-Sud. Convaincre les ouvriers et les membres du parti de la justesse de nos idées, tel est notre but. Cette réunion nous fit faire un pas dans cette voie. Quant à Régnier et ses disciples, nous les avertissons que plus ils multiplieront contre nous les provocations et les brutalités, plus les ouvriers conscients et révolutionnaires se placeront à nos côtés.

Conférences d'éducation. — Notre groupe de Paris-Sud a décidé de faire régulièrement des conférences d'éducation, ouvertes aux camarades sympathisants, sur des sujets politiques d'actualité. Les lieux et heures seront fixés par convocations individuelles.

Résolution votée au meeting de la Ligue à Villejuif.

- « Les travailleurs réunis à Villejuif au nombre de 150 le 12 mai,
 - « Proclament leur solidarité avec les communistes indochinois menacés d'assassinat par l'impérialisme français ;
 - « Exigent la grâce de ces lutteurs et leur libération ;
 - « Appellent le prolétariat à lutter pour cette libération ;
 - « Se solidarisent avec les protestations des camarades de la Ligue Communiste et exigent la libération des camarades »
 - « Atlan et Lasterade emprisonnés à cette occasion par le Gouvernement Daladier.
- Cette résolution fut votée à l'unanimité.

Liberté pour les révolutionnaires indochinois !

La protestation s'amplifie contre les condamnations de Saïgon

Après la première vague d'indignation suscitée par l'annonce du verdict de Saïgon, la manifestation de la Ligue et les meetings des diverses organisations, le gouvernement a été contraint d'annoncer qu'il « surseoirait » aux meurtres préparés par lui. Mais, avant Sarraut, Pietri s'était déjà joué ainsi il y a trois ans de la colère du prolétariat. La lutte doit, non pas se ralentir, mais s'intensifier. Avec les huit condamnés à mort, il y a des milliers de lutteurs du prolétariat et de la paysannerie indochinoise qui agonisent lentement dans les prisons et les bagnes de la bourgeoisie française. Il faut arracher leur vie et leur liberté.

L'émotion qui anime les prolétaires après le cruel défilé de la justice coloniale ne doit pas s'éteindre. Les organisations de lutte du prolétariat doivent amplifier et guider son action pour le soutien de nos frères de classe colomaux. Depuis trois ans, un prolétariat, un peuple, une révolution gémissent sous la meurtrissure de l'impérialisme français. Depuis trois ans l'opposition de gauche appelle notre parti communiste à comprendre la tâche de solidarité et de stratégie de classe posée par le martyr et la lutte des révolutionnaires colomaux — à donner enfin vie au soutien matériel et idéologique que l'avant-garde du prolétariat de la Métropole doit à l'avant-garde révolutionnaire de la colonie ; il faut maintenant faire développer une action qui n'en est qu'à son commencement, il faut la faire passer du plan des réunions publiques sur le plan de l'agitation et de l'action systématiques et conséquentes ; il faut la faire passer du plan de l'émotion sentimentale sur le plan de la lutte de classe ; il faut l'envoyer dans tout son développement et sa tactique, liés au soutien de l'avant-garde communiste en France. Et l'opposition de gauche n'y failira pas. Deux premiers objectifs s'imposent immédiatement : **amnistie intégrale et libérés syndicaux aux colonies.**

Dès aujourd'hui, dans l'action entreprise, une manifestation concrète et puissante s'impose, il faut donner corps à la protestation de masse contre le verdict de Saïgon. Nous avons proposé une mobilisation de classe de toutes les organisations ouvrières au Mur des Fédérés sous trois mots d'ordre dont l'un est l'amnistie intégrale aux colonies. La Fédération Socialiste de la Seine, poussée par les masses, a dû organiser un meeting contre le verdict de Saïgon. Il ne faut pas laisser le parti de Varenne et de la Fédération sanguinaire du Tonkin se cloisonner dans une opposition platonique. L'avant-garde communiste doit répondre : **Pour arracher la vie sauve aux condamnés de Saïgon, Tous au Mur des Fédérés.** Dans toutes les réunions, où nos camarades prient la parole, où notre tract « **Vie sauve à nos frères indochinois** » furent distribués par milliers, notre appel recueillit la sympathie des travailleurs.

Que la lutte se renforce, pour arracher nos camarades à la mort, pour soutenir la lutte de l'avant-garde révolutionnaire des ouvriers et paysans indochinois.

Atlan et Lasterade inculpés de droit commun

Tandis que la consigne du silence est faite dans la presse bourgeoise après ses hurlements du premier jour, nos camarades Atlan et Lasterade sont maintenus à la Santé au régime du droit commun sous les inculpations imbéciles et grégines de « **bris de clôture** » et de « **dégradations de monuments servant à la décoration publique** ». Devant le juge, nos camarades ont fait entendre une protestation véhémement contre la terreur impérialiste aux colonies. Les protestations et les manifestations de solidarité qui parviennent en nombre des organisations de travailleurs révolutionnaires, des réunions organisées et des groupements d'étudiants doivent se multiplier pour faire reculer les condamnations brutales qui les menacent.

Le **Secours Rouge** assiste deux camarades auxquels il a envoyé deux avocats. Les sections du 13^e et du 9^e auxquels ils appartiennent ont débüté à agir. Mais cette action doit s'intensifier pour soutenir ceux dont l'action a commencé à lier en fait la protestation du prolétariat de la métropole à la situation des révolutionnaires colomaux. Les travailleurs communistes mépriseront la mesquine réserve des rédacteurs de l'**Humanité** qui, dans les quelques lignes consacrées à leur emprisonnement, passent sous silence leurs noms et le nom de leur organisation — c'est-à-dire de la fraction communiste de gauche qui travaille de toutes ses forces à soutenir, à redresser et à intensifier l'action du parti communiste.

LA REUNION DE PROTESTATION DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Au meeting du 16 mai, assistaient environ cinq cents travailleurs. Werth, Challaïe, Malraux, Camille Drevet, Francis Jourdain dressèrent le tableau effroyable des souffrances des opprimés indochinois et, selon leurs conceptions individuelles, appelèrent à la protestation et à la lutte. Cordier au nom du Secours Rouge et Richetta pour la C. G. T. U. apportèrent la voix de leurs

organisations. Ils n'eurent pas de difficulté à contrebattre l'intervention de Moutet, faite toute en considérations juridiques et diplomatiques sur les moyens d'obtenir, sans froisser personne, la générosité de Messieurs les ministres pour les « malheureuses victimes » des « excès » de la répression. Au contraire, notre camarade Tan Hoa salua la lutte de classes de nos frères ouvriers et paysans contre l'exploitation et l'oppression impérialiste. Il déclara leurs combats héroïques. Il appela à l'intensification de la lutte de masses des organisations révolutionnaires, pour leur soutien, déclarant que les réunions platoniques ne feront pas reculer la bourgeoisie, il proposa concrètement une mobilisation massive de toutes les organisations ouvrières au mur des Fédérés. Il salua la manifestation de la Ligue au gouvernement général et fit un appel pour nos camarades emprisonnés. Une vibrante Internationale accueillit son intervention.

Le bureau s'était acharné à contrecarrer le droit de notre camarade à la parole et il ne put l'obtenir que comme dernier orateur. La réunion se termina par le vote unanime d'une motion de protestation contre la terreur en Indochine.

Par un geste incompréhensible, Challaïe tenta de s'opposer au vote d'une addition en faveur de nos camarades détenus à la Santé. Cette addition fut votée d'enthousiasme par l'assemblée tandis que les papillons et les tracts de la Ligue appelant à la lutte étaient distribués à la volée.

AU MEETING DE BAGNOLET

Au meeting organisé mardi 16 mai contre le verdict de Saïgon par le Comité pour l'amnistie aux indochinois, une cinquantaine de camarades. Au cours de la réunion, un de nos camarades du bureau flétrit l'oppression impérialiste, salua la manifestation de l'opposition de gauche au Gouvernement général et appela les travailleurs à intensifier la lutte pour imposer l'amnistie intégrale aux colonies et libérer les deux camarades arrêtés. Il fut chaleureusement applaudi. Un camarade annamite demanda la parole pour appuyer son intervention et fit voter une résolution exigeant la libération des révolutionnaires indochinois et se solidarisant avec les manifestants arrêtés.

AU COMITE LOCAL DU S. R. I. DU 9^e

L'assemblée générale dernière a eu pour point central de son ordre du jour la question de la lutte contre le verdict sanglant de Saïgon et l'arrestation de notre camarade Lasterade, membre du comité local. Après avoir discuté sur la lutte contre la terreur en Indochine, l'assemblée générale décida de tenir un meeting dans la semaine, en liant la lutte pour l'amnistie intégrale en Indochine à l'agitation pour notre camarade emprisonné. Il sera fait appel au concours des organisations se réclamant de la lutte contre la répression pour ce meeting qui doit se tenir au Grand-Orient. L'assemblée vota un ordre du jour de protestation qui sera porté à l'Elysée par une délégation.

AU GYMNASSE JEAN-JAURES

La S.F.I.O., quelques jours après avoir voté le budget d'oppression coloniale, tenta de sauver les apparences par un meeting de protestation contre l'odieux verdict de Saïgon. La séance débüta par l'assomade de camarades qui « obtiendraient » pas assez vite aux ordres provocateurs d'un service d'ordre zélé contre les révolutionnaires. Puis vinrent des discours dont celui de Blum et le plus bel exemplaire de félonie. Il tint à peu près ce langage : « Nous sommes contre la conquête coloniale, c'est maintenant un fait d'ailleurs ruineux dans son bilan pour le capitalisme (!). Nous sommes contre l'évacuation car ce serait laisser les colonies dans un état de chaos et de désordre ». Mais « que l'on ne nous force pas par un régime odieux à être pour l'évacuation ». Paroles S.F.I.O., chacun de nous connaît leur valeur active. Mireille Osmin vint déclarer, à sa manière de théâtré provincial, Chauvet vint parler au nom du S.R.I., il se garda de toute critique de la S.F.I.O. de toute proposition concrète, faisant vibrer la corde sentimentale à sa manière. Un des nôtres parla au nom de la Ligue, exposa les incidents qui se sont déroulés rue de la Boétie, invita les travailleurs à organiser une action commune et à manifester en commun au mur. Il stigmatisa la politique colonialiste des socialistes. Ferme et appuyé par une grande partie de l'assistance il put développer nos conceptions pendant près d'une demi-heure. A des positions concrètes aucun orateur ne répondit, on fait applaudir l'unité d'action mais on se garde bien de la mettre sur pied.

PROTESTATION DES GROUPEMENTS D'ETUDIANTS

Dès que les Etudiants apprirent la nouvelle de l'incarcération de 2 de leurs camarades : Atlan (lettres) et Lasterade (médecine), arrêtés à la suite des incidents qui eurent lieu jeudi 11 courant au siège gouvernemental de l'Indochine, ils firent entendre leur protestation véhémement, et décidèrent de mener une action en faveur de leur libération immédiate. Une souscription, d'abord, pour venir en aide aux 2 emprisonnés fut ouverte. Cette initiative qui parvint d'étudiants inorganisés eut le succès qu'elle méritait. Ce qui permit d'envoyer aux deux camarades les premiers secours nécessaires. Maintenant le mouvement est plus coordonné, quelques organisations (U.F.E.-E.S.-L.A.U. R.S.) ayant pris sur eux de mener l'action. Des pétitions où les étudiants affirment leur solidarité avec les condamnés politiques indochinois, circulent et se couvrent de signatures. Une délégation aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, a été constituée. Elle comprend

outre les mandats d'organisations, des étudiants élus sur la base des cours (et qui font partie du comité d'action contre le décret Chéron visant l'arrêt du recrutement des fonctionnaires).

A remarquer que le mouvement de protestation est unanime, et part de la masse même des étudiants. C'est ainsi que le 13, à la Sorbonne, à la fin d'un cours de psychologie, fut votée à l'unanimité par deux cents étudiants, une résolution exigeant la libération immédiate de leurs camarades.

D'autre part, des listes de pétition réclamant l'amnistie totale pour les condamnés politiques indochinois et la libération des deux manifestants circulent activement.

AU MEETING DU S.R.I. DU 13^e

Dans le quartier de la gare, la section du S.R.I. conviait mardi soir les travailleurs à protester contre les emprisonnements de grévistes de Citroën et contre le sanglant verdict de Saïgon.

100 camarades avaient répondu à l'appel de la section de la Gare où l'on devait obligatoirement parler du cas Lasterade et Atlan, ce dernier étant membre de la C.E. de la section.

Après les interventions d'un propagandiste du S.R.I. puis de Monjanvis sur la répression métropolitaine et coloniale, un camarade de la Ligue vint apporter à l'assemblée le salut révolutionnaire de nos deux emprisonnés et faire à l'assemblée les suggestions qu'auraient formulées eux-mêmes nos camarades s'ils avaient été présents (un seul cortège au Mur des Fédérés, manifestations de masse pour faire rapporter le verdict odieux, renforcement du S.R.I. par une juste politique de front unique).

Deux résolutions furent votées. L'une concernant à la fois les grévistes, les martyrs indochinois et nos camarades, l'autre relative au retour légal d'A. Marty, conseiller municipal du quartier.

UN ORDRE DU JOUR DU COMITE LOCAL DU 13^e DES SECOURS ROUGE

La C. E. de la Section du S. R. I. d'André Marty dans laquelle mille notre camarade Atlan, a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La Section André Marty du 13^e arrondissement de Paris, réunie le 15 mai 1933,

« Solidairement des insurgés indochinois dans la lutte contre l'impérialisme français,

« Rappelle aux dirigeants français leur déclaration maintes fois répétées que les prolétaires ont le droit de disposer d'eux-mêmes,

« Cette situation lui permet de déclarer odieux le jugement qui vient, par esprit de classe, de condamner à mort 8 indochinois, de frapper des dizaines d'autres aux travaux forcés à perpétuité, d'autres encore à des peines très fortes,

« Décide, en accord avec toutes les organisations luttant sur ce terrain, de mener l'agitation nécessaire pour que cet odieux verdict soit rapporté,

« Considère que la terreur existant en Indochine, que le martyre que subit le peuple indochinois se passent sous le régime d'un gouvernement démocratique,

« Est prêt à alerter la population du 13^e pour empêcher par tous les moyens les bourreaux d'Indochine de poursuivre jusqu'au bout leur ignominie,

« Si Sarraut est ignoble dans son attitude, si Pasquier, gouverneur général, a l'atitude d'un bourreau,

« Rend Lebrun, président de la République, responsable si ce crime s'accomplit.

« Dans cette lutte contre cette ignominie, des camarades ont protesté, deux de notre arrondissement : ATLAN et LASTERADE ont été arrêtés, il faut que la liberté leur soit rendue.

« La Section André Marty alerte dès maintenant les prolétaires pour obtenir ce résultat ».

LE MEETING DU PARTI A LA GRANGE-AUX-BELLES

En signe de protestation révolutionnaire contre le verdict de Saïgon, la bureaucratie stalinienne a réduit toute l'action de notre parti à un meeting d'usage à la Grange-aux-Belles, le 12 dernier.

Annoncé comme une démonstration des travailleurs contre l'inqualifiable verdict, le meeting s'est transformé en une assemblée d'information sur la répression en Allemagne, en Indochine, en France.

Salle à moitié vide, sans enthousiasme. Nos camarades indochinois ont proposé un des leurs au bureau, ce qui fut accueilli deux fois par les applaudissements de l'assemblée et accepté non sans réticence par les bureaucrates.

Après Guizot qui parla au nom de la Ligue anti-impérialiste, planant « au-dessus de tous les partis et de toutes les tendances pour les belles et nobles idées », Cachin, orateur principal, se borna, pendant 1 heure et demi, à nous faire l'apologie de la victoire exceptionnelle du P.C.A., de la ligne juste avant, pendant et après la « victoire momentanée » d'Hitler.

Cette longue répétition de l'article d'Heckert vida la salle. Malgré la pression, notre camarade indochinois que l'assemblée tenait particulièrement à entendre, n'avait toujours pas la parole. Après Cachin vint André Ferrat, qui se perdit en considérations théoriques sur la colonisation quand il s'agit d'arracher des condamnés à la mort. Notons que Ferrat déclara mandant inamovible notre camarade de ne pas parler de politique dans son intervention. Il était minuit et quart, tandis que la salle se vidait, on donna à notre camarade la parole pour un appel. Notre camarade fit des propositions concrètes, applaudi chaleureusement. Quand il rappela l'action énergique de notre organisation au Gouvernement général de l'Indochine — action qui a déterminé l'inculpation de 2 de nos meilleurs camarades, il était vivement applaudi, tandis que des mouvements divers chez les bureaucrates trahissaient trop visiblement leur mécontentement.

EN BELGIQUE

Les pleins pouvoirs sont la préparation au fascisme

Le triomphe du fascisme en Allemagne, le fait que la social-démocratie et le parti communiste d'Allemagne groupant derrière eux des millions de travailleurs n'ont pas su s'opposer par la lutte à l'instauration du régime de terreur et de violences sanglantes contre le prolétariat, cette défaite retentissante du prolétariat allemand et du prolétariat international encourage toute la réaction internationale.

En Belgique comme ailleurs, les défenseurs du régime capitaliste en difficulté affichent plus ou moins ouvertement leur volonté de supprimer le système politique de la démocratie bourgeoise parlementaire pour le remplacer par un système de dictature violente sur les classes laborieuses. Pour réaliser ce dessein à l'heure actuelle, en Belgique, la grande bourgeoisie manque encore de moyens, elle n'a que des embryons d'organisations fascistes, la situation des classes moyennes qui formeront les bases sociales du fascisme va chaque jour en empirant. Mais elle n'a pas encore, à ce jour, atteint un degré de mécontentement suffisant pour permettre son enrôlement dans les organisations de combat du fascisme.

Cela ne signifie pas l'inexistence de ce danger, il est même certain qu'il n'est que trop réel et qu'avec l'approfondissement de la crise d'une part, l'incapacité des pouvoirs publics de remédier à la situation, et d'autre part l'incapacité, le manque de courage des chefs du P. O. B. d'engager la lutte contre le régime capitaliste, poussent de plus en plus dans les bras du fascisme les éléments petits-bourgeois, cherchant une issue par n'importe quel moyen à leur situation désespérée. La grande bourgeoisie comprend fort bien cela et ses efforts tendent à créer un régime transitoire entre la démocratie bourgeoise parlementaire et le régime fasciste qu'elle devra utiliser dans un avenir prochain pour sauver son régime en péril.

Les pleins pouvoirs au gouvernement, la soustraction de celui-ci au contrôle parlementaire, la mise en vacance du parlement, l'abolition en fait du suffrage universel et l'imposition au pays d'une politique réactionnaire dictée par les financiers et les industriels sont les premiers pas mais des pas décisifs vers l'instauration finale d'un régime de dictature fasciste.

Si la classe ouvrière n'est pas alertée et mobilisée pour repousser de toutes ses forces cette tentative gouvernementale philo-fasciste, si les chefs du P. O. B. après l'expérience allemande n'appellent pas les travailleurs à lutter directement contre le gouvernement des pleins pouvoirs, s'ils recommandent aux travailleurs la soumission sans lutte à cette politique réactionnaire, sous prétexte de « liquider la politique du moindre mal, ils aliéneront les financiers et les industriels à affamer les masses laborieuses, s'ils vont même plus loin dans cette voie et comme certains chefs le préconisent, acceptent de collaborer au gouvernement des pleins pouvoirs (c'est-à-dire qu'on leur accordera quelques portefeuilles ministériels à condition qu'ils s'engagent à empêcher la classe ouvrière de lutter contre le gouvernement) les chefs socialistes seront eux-mêmes les fossoyeurs de la social-démocratie parce qu'ils creuseront eux-mêmes la tombe dans laquelle celle-ci sera enterrée par le fascisme triomphant qu'ils auront ouvert et aidé à se développer. Nous savons que des contradicteurs socialistes pourront nous objecter qu'ils ne comprennent pas qu'étant adversaires de la social-démocratie, nous craignons de la voir disparaître, nous savons aussi que les falsifications staliniennes diront que nous défendons la social-démocratie.

Aux uns comme aux autres, nous, communistes oppositionnels répondons : *Le fascisme est une menace mortelle pour toute la classe ouvrière, il importe moins pour l'instant de savoir si les partisans de la dictature du prolétariat que sont les communistes ont tort ou raison. Ce qui importe pour l'instant c'est de barrer la route à la réaction ou fascisme, c'est de ne pas permettre à celui-ci de se développer, de se fortifier et ensuite briser les reins aux organisations prolétariennes.*

Comme en ce moment, l'attitude que va prendre le P. O. B. dans la question des pleins pouvoirs est d'une importance primordiale puisqu'il peut influencer la grande masse des travailleurs dans le sens de la lutte ou de la soumission, nous devons mettre les travailleurs socialistes en garde et leur dire « accepter les pleins pouvoirs même avec vos chefs au sein du gouvernement c'est laisser conduire dans le chemin de la capitulation en face de la réaction, c'est frayer la voie au fascisme, c'est comme en Allemagne au bout de ce chemin la destruction du mouvement ouvrier et le triomphe sanglant du fascisme. » Lutter contre le gouvernement des pleins pouvoirs, résister à toutes les attaques de la réaction, écraser par la force ouvrière toute tentative de développement du fascisme en Belgique, c'est le seul moyen qui peut empêcher notre classe d'échapper au régime d'esclavage et de barbarie que le capitalisme veut lui imposer par la violence.

Aux travailleurs socialistes nous disons : « Camarades, notre ennemi commun, l'ennemi principal qu'ils nous faut combattre ensemble c'est la réaction, c'est le fascisme, pour cette lutte unissons nos forces dans l'action. Si nous ne savons pas faire cela la réaction, le fascisme nous écrasera les uns et les autres ! »

Celui qui au moment où nous sommes ne crie pas cette vérité aux travailleurs, consciemment ou inconsciemment (le résultat est le même), fait le jeu de la réaction et du fascisme.

L. LESOIL.

Lettres d'Allemagne

Avant tout les nazis s'occupent maintenant de vastes préparatifs pour le 1er mai. Tous les ouvriers d'usine doivent se trouver le matin à 8 heures (exact) devant leur lieu de travail. Tout le monde s'en va ensuite au marché et ensuite à l'église en compagnie des Associations de combattants, etc... On ne sait pas où doivent se rendre entre temps les dissidents. Il paraît que quelques firmes se sont refusées d'obéir à cette injonction, par exemple une fabrique de machines bien connue. Les patrons ont déclaré ne vouloir se soumettre à aucune contrainte : leur fabrique étant un lieu de travail et non pas un local d'assemblées politiques. En outre, ils se sont strictement refusés à faire hisser à leurs immeubles le drapeau à la croix gammée ; l'argent qui avait été rassemblée pour acheter le drapeau fut renvoyé par eux...

Jusqu'au milieu de l'année dernière, un de nos camarades était dirigeant de rayon dans notre ville. Un certain X... déclencha une forte campagne antifasciste contre notre camarade et celui-ci ne tarda pas à être exclu. Après l'exclusion, X... fut nommé fonctionnaire à sa place. Déjà à l'époque, les membres avaient une grande méfiance à l'égard de X... et se dressèrent contre l'exclusion de notre camarade. Mais les bureaucrates imposèrent la nomination de X... qui, en guise de remerciement, les livre aujourd'hui tous aux sections d'assaut et aux camps de concentration.

38 fonctionnaires de la police ont été congédiés. Il faut en chercher la raison dans le fait que le chef de la Section (à laquelle appartenaient les 38 hommes) a enseigné à la Schufa (Reichsbanner) l'usage des armes à feu. Cet homme est en fuite. Son activité a été trahie par un homme de la Schufa.

Les camps naturalistes d'ici ont tous été occupés par les S. A. et la Jeunesse hitlérienne. Les nazis n'oublient rien ; ils s'emparent de tous les domaines de la vie et les placent sous le contrôle de la police.

Hier, j'ai assisté à un incident révoltant : Un homme des sections d'assaut se disputait dans la rue principale avec un homme d'environ 60 ans. Au cours de cette dispute, l'homme des S. A. frappa le vieux jusqu'à ce que celui-ci resta par terre couvert de sang. L'arcade sourcilieuse droite était ouverte et le sang ruisselait sur le visage. Les passants étaient révoltés et injuriaient l'homme des S. A. On entendit ces propos : « Gare, lorsque les temps changeront, alors gare à toi ». De tels tableaux ne sont pas une rareté ici...

Le défilé nazi pour le 1er mai était assez important. Il est vrai qu'il ressemblait plus à une attraction de foire qu'à une démonstration. Sans vie, sans mouvement et sans enthousiasme. Oppression des ouvriers qui, sous menace de renvoi devaient participer au défilé. Par ci, par là, les petits-bourgeois buvaient de l'alcool à même la bouteille.

Parfois, quelques camarades du parti hissent encore le drapeau rouge à une cheminée ; en

LA VERITE

Pour la préparation des Congrès Munzenberg

Un témoignage sur l'industrie staliniste des "Amis de l'U.R.R.S."

Parmi les « succès » sur lesquels les staliniens ont l'habitude de mener grand bruit, les plus nombreux sont les adhésions obtenues par les intellectuels à l'égard de l'U.R.S.S. enthousiasmés par l'édification socialiste, les résultats du plan quinquennal, etc. Combien d'écrivains, d'artistes, de savants nous ont été ainsi présentés comme de farouches défenseurs de l'Union soviétique ; s'ils n'étaient pas toujours célèbres, s'ils n'avaient pas toujours un grand talent, les choses s'arrangeraient quand même ; la propagande qu'on menait autour d'eux comblerait cette lacune.

Ce procédé a aussi été appliqué par les staliniens à une échelle beaucoup plus vaste. Un nom et même quelques mots de temps à autre ne suffisent plus. A l'ampleur des défaites, il fallait opposer quelque chose de plus important comme « succès ». Pour cela était tout indiqué l'impresario Willi Munzenberg : avec toutes ces personnalités et individualités, il a monté une grande parade qu'il promène dans les capitales européennes sous couvert de combattre le fascisme, la guerre, l'impérialisme, etc., etc. Le cirque Munzenberg ne recule pas devant les plus grands sacrifices pour offrir la plus grande variété d'attractions. Nous disons : les plus grands sacrifices — monétaires, intellectuels. Car à côté de participants sincères, il ne manque pas parmi les « célébrités » des gens tout à fait intéressés à être pour le moment des amis de l'U.R.S.S., des ennemis du fascisme, des combattants contre la guerre impérialiste ou ce qu'on voudra bien. Encore une

calomnie des « trotskystes », assurèrent les Munzenberg que nous trouvions dans leurs opérations commerciales. Leur espoir c'est qu'en général la façon dont les choses se passent dans la coulisse n'est pas révélée par ceux qui y trempent. Mais il y a toujours des indiscrètes pour dévoiler les trucs. C'est ainsi que, dans son livre *Mensonges sur l'Union soviétique*, l'écrivain irlandais Liam O'Flaherty expose dans quelles conditions il s'est affirmé un partisan de l'U.R.S.S. Il ne cherche pas à dissimuler la réalité par de belles phrases, il affirme dès les premières pages de son livre que c'est pour des raisons matérielles qu'il est allé visiter l'Union soviétique ; son budget était nul en point et actuellement les livres sur l'U.R.S.S. sont à la mode. Il allait donc en U.R.S.S. avant tout pour remplir son portefeuille. Et là-bas on l'a aidé au delà de toute espérance.

Au cours de son séjour à Moscou, il est reçu au Bureau des écrivains révolutionnaires, où il fut bien accueilli :

La pièce était remplie d'hommes et de femmes qui me préparaient une réception digne d'un plus vaillant que moi. Lorsque j'eus serré toutes les mains, on m'assit à une table, on me donna une feuille de papier et une plume, et on me demanda de déclarer quelle serait ma position au cas où l'Europe capitaliste déclarerait la guerre à la Russie soviétique.

La question est classique pour tous les intellectuels de passage en U.R.S.S. Quelles pensées suggère-t-elle à Flaherty ? Il a participé à la guerre mondiale et en sort dégoûté. Mais, déclare-t-il dans son livre, « je n'ai pas la moindre intention de participer dans l'avenir à quelque guerre que ce soit, grande ou petite... En ce qui me concerne, la guerre pour exterminer le capitalisme, c'est aussi la guerre ». Va-t-il décevoir ses hôtes en leur disant sa pensée réelle ? Autre chose compte pour lui ; d'autres considérations dictent sa réponse :

J'ai seulement huit roubles dans ma poche et il y a encore du chemin jusque chez moi. Et c'est pourquoi, bien que je n'aie pas l'intention de faire à nouveau le coup de feu, sauf sur mes créanciers, j'écris — que le ciel me le pardonne : « Si l'Europe capitaliste déclare la guerre à l'Union soviétique, je combattrais l'Europe capitaliste par tous les moyens qui sont à ma disposition. »

Un nouveau défenseur de la patrie prolétarienne vient d'être fabriqué. Et comme Flaherty a tenu ce qu'on attendait de lui, il va recevoir la contre-partie sur laquelle il comptait. Ecoutons-le :

Cette professionnelle fut accueillie par des applaudissements assourdissants et, dans une certaine mesure, cela me fit de la peine de n'être pas tué du bois dont on fait les héros. Mais, en tous cas, ma réponse remplit son but immédiat : le caissier me payait aussitôt les honoraires d'un récit qui avait paru cinq ans auparavant dans la revue du Bureau. On m'informa que l'édition d'Etat me paierait le jour suivant mille roubles pour des droits d'auteur que l'on me devait. On se soucia de m'obtenir une chambre et on me donna un guide qui devait prendre soin de tous mes désirs et confort.

A son récit, l'écrivain irlandais ajouta une réflexion qui ne manqua pas de savourer :

Je ne veux pas insinuer par là que l'on m'aurait traité grossièrement si j'avais dit la vérité. Je veux seulement montrer combien la méthode russe de graisser la patte aux écrivains est lourde en comparaison des méthodes employées dans les pays capitalistes, particulièrement en Angleterre.

Que les méthodes de corruption de l'impérialisme soient plus « raffinées » que celles de la bureaucratie staliniste, il n'est pas un révolutionnaire qui en doutera un seul instant ; et il faut douter pas non plus qu'elles sauront manifester à bien d'autres égards leur « supériorité » aux heures les plus critiques pour l'Union soviétique, surtout auprès des amis de l'U.R.S.S. fabriqués par ces méthodes. Car pour un Flaherty qui dit sans embages : j'ai promis de défendre l'Union soviétique, mais je n'en pense pas un mot, combien d'autres à l'heure actuelle font tant et plus de déclarations mensongères d'amitié, afin de toucher à la caisse.

La défense de l'U.R.S.S., la lutte pour la révolution prolétarienne dépendent d'une juste politique communiste à laquelle on ne peut substituer des déclarations monnayées d'intellectuels. Depuis longtemps l'opposition de gauche dénonce cette pseudo-défense de l'U.R.S.S. de la bureaucratie staliniste ; mais celle-ci, dans son impuissance politique, préfère payer cher des amitiés fragiles ; et puis elle peut ainsi se servir aussi de quelques « m'as-tu-vu » à la Barbusse pour calomnier les bolcheviks-léninistes qui n'ont pas de droits d'auteur à leur offrir. Les ouvriers communistes doivent mettre fin à toutes les formes de la politique staliniste et en particulier à cette fa-

Après le 1er Mai en Autriche

(Observations lointaines)

Le 1er mai les ouvriers viennois ont montré qu'ils veulent lutter malgré toutes les tromperies, les trahisons et les déceptions. Il s'est de nouveau vérifié avec quelle facilité les bureaucrates et semi-bureaucrates officiels et semi-oppositionnels, prennent leurs propres hésitations pour un « état d'esprit accablé » des masses. Les ouvriers veulent la lutte. Voilà la conclusion essentielle de laquelle il faut partir.

La politique du parti social-démocrate pour le 1er mai, consistait à se créer un *alibi* : alibi devant le gouvernement au cas où les masses seraient allées au combat et auraient essuyé une défaite ; alibi devant les masses, si elles étaient allées au combat et avaient remporté une victoire. Il est difficile de s'imaginer une politique plus félonne et plus infâme. C'est une politique de félonie parce qu'elle laisse aux masses l'illusion qu'elles possèdent un parti et une direction. Elle est infâme parce qu'à l'heure la plus difficile elle laisse aux masses habituées à une direction centralisée, le soin de s'aider elles-mêmes par leurs propres forces.

La politique du parti social-démocrate exclut la possibilité d'une victoire prolétarienne. En même temps elle exclut aussi la possibilité d'un régime consistant quelconque. On maintient le prolétariat dans un état d'excitation et d'espoirs en une revanche révolutionnaire. La bourgeoisie vit dans la crainte constante de la guerre civile. Les mesures militaires-policieres manifestent de plus en plus leur insuffisance. Les masses petites-bourgeoises deviennent de plus en plus nerveuses. La bourgeoisie acquiert de plus en plus la conviction qu'elle ne saurait maintenir l'ordre sans la dictature fasciste. Ainsi la social-démocratie, par sa politique à double face de félonie, de lâcheté et de fanfaronnade, paralyse le prolétariat et verse de l'eau au moulin du fascisme.

Les demi-oppositionnels du type de Max Adler (peut-être faut-il y compter aussi Otto Bauer ?) couvrent et protègent « de gauche » la politique de félonie. Dans les masses l'espoir que d'en haut tout sera bientôt arrangé, se perpétue, que l'opposition se décidera à indiquer la voie du combat. De cette manière des semaines et des mois irremplaçables se passent.

L'aile gauche de l'opposition social-démocrate fit ses premières tentatives d'action, lorsqu'elle appela les masses à une démonstration au centre de la ville. L'appel n'eut pas de succès. Il ne pouvait pas avoir de succès, la direction ne pouvant surgir d'une organisation anonyme. Les ouvriers veulent savoir à qui ils ont à faire.

Il ne s'agit naturellement pas de personnes, mais du drapeau, du programme, des mots d'ordre, de l'organisation. Quelques social-démocrates de gauche prêts à lutter, hésitent, parce qu'ils ne voient pas de « nom ». Le nom se forge dans la lutte. Tant que les social-démocrates de gauche ne se manifesteront pas ouvertement avec une plate-forme de lutte, leurs appels se perdront dans le vide.

Le P. C. est paralysé par la politique criminelle de la bureaucratie stalinienne en Allemagne, par la théorie et la pratique du social-fascisme, la confusion désespérée dans la question du front unique, le régime de duperie et de tromperie.

Les bolcheviks-léninistes doivent tendre à se lier avec les éléments véritablement révolutionnaires, dans le P. C. aussi bien que dans l'opposition social-démocrate. Il n'est pas vrai qu'en Autriche tout est perdu. Les ouvriers veulent lutter. De grands bouleversements sont à prévoir, des renversements dans le rapport des forces sont encore possibles. Une petite organisation qui sait ce qu'elle veut, peut dans de telles circonstances, jouer un rôle historique.

L. Trotsky.

Prinkipo, le 7 mai 1933.

brication coûteuse d'« amis de l'U.R.S.S. ». Les intellectuels révolutionnaires n'en approuveront pas moins leur concours au prolétariat ; quant aux autres, ne nous inquiétons pas pour eux, ils trouveront à qui manifester leur amitié.

Le chemin de fer de l'Est Chinois aux mains des Japonais

Le conflit qui met aujourd'hui aux prises l'U. R. S. S. et le Japon est d'une très grande importance pour l'Union Soviétique directement en danger.

L'objet du différend, le chemin de fer de l'Est Chinois n'est pas chose nouvelle dans la politique de la Russie soviétique. Mais le problème se présentait différemment au cours de l'évolution du pouvoir soviétique. La solution donnée étant conforme à sa situation intérieure.

Déjà en 1929, l'Est Chinois fut à l'ordre du jour, mais tandis qu'à l'heure présente l'U. R. S. S. est aux prises avec le Japon elle l'était à l'époque avec la Chine elle-même, ou plus justement avec le gouvernement de Nankin, à la tête duquel était Chang Kai Chek. En ce temps l'opposition de gauche eut l'occasion de préciser sa position tant envers le conflit lui-même que vis-à-vis de la défense de l'U. R. S. S. Ce fut là le point de départ d'une différenciation profonde et de principe dans les rangs de l'opposition de gauche. Jamais, plus que maintenant, la position prise alors par l'opposition de gauche ne voit sa justesse confirmée par les faits. Et c'est de cette position marxiste et révolutionnaire qu'il faut partir pour apprécier le conflit actuel.

Le problème de la guerre comme celui de la lutte de l'Union Soviétique avec les puissances capitalistes ne peut être compris que si l'on se place sur un point de vue de classe.

Héritier du tsarisme, le pouvoir soviétique n'abandonna pas, bien que ce fut là le produit de rapines impérialistes, le chemin de fer de l'Est Chinois. Il ne le fit pas car il envisagea, à l'époque, la question du chemin de fer comme une arme et une position stratégique au profit de la révolution chinoise. C'est pourquoi tout en abandonnant les privilèges impérialistes du tsarisme, la Russie soviétique ne livra pas le chemin de fer — mais passa un traité avec Tehang Tso Lin. Autrement dit considérant à juste titre le gouvernement du maréchal comme un gouvernement réactionnaire, au service du Japon, le pouvoir soviétique gardait en sa possession une arme qu'elle se refusait à lui livrer, ne reconnaissant comme gouvernement chinois que celui qui représenterait une Chine libérée de ses Tehang Tso Lin. Elle prenait position aux côtés de la Révolution chinoise qui montait du Sud.

Cette attitude de la Russie en 1924, ne pouvait être autre en 1929 lorsque le problème du Chemin de fer mit en jeu les intérêts de la nouvelle dictature contre-révolutionnaire de Chang Kai Chek et l'U. R. S. S. A cette époque, la trahison stalinienne était déjà responsable de la défaite de la Révolution chinoise. Mais la possession du chemin de fer n'en restait pas moins un problème de classe entre la Russie soviétique et la contre-révolution chinoise.

Aujourd'hui le problème ne se pose pas autrement. Mais malheureusement, l'évolution de la politique stalinienne vers un opportunisme de plus en plus pacifiste et petit bourgeois, fait que l'U. R. S. S. abandonne la position marxiste de classe et a recours aux expédients les plus opportunistes dictés par la façon dont elle envisage de se sauver elle-même de la situation intérieure dans laquelle elle a acculé l'Union Soviétique.

Le 12 mai, l'Agence Tass communiquait une déclaration de Litvinov concernant le chemin de fer de l'Est Chinois, et les pourparlers de vente au Japon de ce chemin de fer par la Russie.

Poser le problème de l'abandon, car c'est là le fond de la question, de l'Est Chinois, comme la simple volonté pacifique de la Russie et non dénoncer l'impérialisme japonais qui s'empara de cette voie, c'est quitter les positions révolutionnaires pour passer sur celles du nationalisme petit bourgeois, conséquence logique de la politique du socialisme dans un seul pays.

« Ni l'accord de Pékin, ni l'accord de Moulden octroyant à la Chine le droit d'acheter le chemin de fer de l'Est Chinois avant terme, ne peuvent limiter le droit de l'U. R. S. S. de vendre le chemin de fer à qui que ce soit, encore moins à ceux qui sont au pouvoir en Mandchourie et qui détiennent, en fait, les droits et les fonctions qui découlent, pour la partie chinoise, des accords de Pékin et de Moulden ». Si on examine de près cette partie de la déclaration de Litvinov on voit que loin de s'élever contre la conquête de la Mandchourie par le Japon, conquête éminemment impérialiste, Litvinov l'accepte et mieux la justifie en reconnaissant ceux « qui sont au pouvoir en Mandchourie et qui détiennent, en fait, les droits et les fonctions qui en

découlent... ». Alors que la véritable attitude de l'U. R. S. S. aurait dû être de solidarité révolutionnaire avec les ouvriers et les paysans chinois contre l'impérialisme japonais. Le langage de Litvinov, si ce dernier eut été communiste, aurait dû être le suivant : *Nous avons gardé en nos mains le chemin de fer de l'Est Chinois, que nous avons attaché à l'emprise totale de Tehang Tso Lin et Chang Kai Chek comme une arme au service de la révolution prolétarienne chinoise. Aujourd'hui le Japon tend à conquérir par la force la Chine, et s'empara de la Mandchourie. N'étant pas en mesure de défendre le chemin de fer, nous sommes contraints de battre en retraite, et forcés de céder à l'impérialisme japonais.*

En effet, si en 1924 et 1929 la Russie soviétique fut assez forte pour s'opposer à la main mise par la bourgeoisie et la contre-révolution chinoise sur le chemin de fer, aujourd'hui la situation intérieure la paralyse. Il n'est pas de pacifisme prolétarien. Le communisme est une doctrine de lutte de classe qui mène l'offensive contre la bourgeoisie. Lorsqu'elle est contrainte dans cette guerre de battre en retraite, c'est parce que le rapport des forces l'y contraint et non parce qu'il est pacifiste.

En 1918, la Révolution Russe fut obligée de signer le traité de Brest-Litovsk. Elle contresigna la spoliation d'énormes territoires non parce qu'elle était pacifiste mais parce que l'ennemi de classe l'y contraignait. Le problème est le même actuellement en ce qui concerne l'Est Chinois ; l'avant soustrait à la main mise de l'impérialisme étranger comme de la contre-révolution la Russie se trouve impuissante à la défendre. C'est cela qu'il faut dire. Ne pas le faire c'est cacher aux yeux des masses ouvrières internationales le danger

réel que court la Russie et aux yeux du prolétariat chinois justifier le brigandage du Japon.

Le soi-disant pacifisme de Staline cache en réalité la gravité de la situation intérieure de la Russie qui est telle qu'elle se trouve contrainte de reculer devant l'impérialisme japonais. La position sur l'arène mondiale, de la Russie soviétique est d'autant plus critique qu'Hitler triomphe en Allemagne. La défaite du prolétariat allemand est un affaiblissement de la dictature en U. R. S. S. et donne libre cours à l'insolence impérialiste du Japon, et aux tractations antisoviétiques de Rosenberg à Londres.

Affaibli extérieurement l'U. R. S. S. l'est encore plus intérieurement. La crise de l'économie soviétique atteint chaque jour un degré d'acuité qui met directement en danger le pouvoir lui-même. L'inefficacité bureaucratique conduit le prolétariat russe à une crise qui fait présager le pire dans les circonstances présentes.

Le pacifisme stalinien plein d'égard pour le Japon n'écarte nullement le danger que court l'Union Soviétique mais au contraire la menace encore plus. La véritable défense de l'Union Soviétique est dans une politique de regroupement autour des forces véritablement communistes pour faire effectuer à la politique économique actuelle un tournant de 180° permettant ainsi au parti et à la classe ouvrière de reprendre conscience d'eux-mêmes.

La seule défense de l'Union Soviétique réside dans le prolétariat russe et international. Seule une politique communiste à l'intérieur comme à l'extérieur est susceptible de renforcer la défense de la dictature soviétique. C'est la seule façon de défendre l'Union soviétique en danger !

Pour la libération de Gramsci

Nous avons adressé, la semaine dernière, la lettre suivante à la direction du P. C. F. :

Au Secrétariat du P. C. F., 120, rue Lafayette.

Chers camarades,

Par une lettre publiée dans la Vérité du 21 avril, nous vous avons demandé de commencer l'organisation d'une campagne en faveur de la libération du camarade Gramsci...

Prière de répondre à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris, 10e.

La C. F. de la Ligue Communiste (Opposition).

Il a fallu la réception de cette lettre pour que l'Huma, craignant que l'opposition ne réalise le meeting en question, annonce un prochain meeting central sous l'égide du S. R. I. — Nous sommes les premiers à nous en féliciter, et nous ferons tout notre possible pour une participation active à cette réunion de protestation.

UNE REUNION DANS LE XII

Le signal d'alarme, pour un front unique de lutte, pour sauver le camarade Gramsci, que le fascisme veut assassiner lentement et d'une façon atroce, a été donné par l'opposition de gauche (bolchevick-léniniste) à toutes les organisations ouvrières...

En effet, à la réunion du XII, sur l'initiative du Secours Rouge, vendredi 12 mai, les camarades ont donné, encore une fois la preuve de leur politique de sabotage systématique contre le front unique...

La parole fut donnée au cam. M. après un camarade du P. C. F. Entre autre, après avoir répété le même cliché bureaucratique centriste, que tout va bien...

Après que plusieurs camarades eurent protesté énergiquement, on accorda la parole à notre camarade dans une atmosphère de terreur stalinienne...

Il est certain que la condition d'une juste politique léniniste du front unique avec toutes les organisations ouvrières, doit être assurée par la fermeté théorique politique du P. C., comme le seul parti du prolétariat...

Il est inutile de le dire, seule une honnête discussion et le front unique entre les organisations ouvrières, une campagne internationale sur toute la presse ouvrière...

LA VIE OUVRIERE

Le statut économique de la jeunesse prolétarienne

La jeunesse ouvrière subit du patronat une double exploitation. Comme à tous ses ouvriers le patron lui vole une partie considérable de la valeur créée par son travail...

Pour cela, il est nécessaire de trouver une série de mots d'ordre précis qui correspondent aux intérêts présents et aux aspirations réelles de la jeunesse laborieuse...

Néanmoins les revendications de la J. O. C. bien étudiées, lui ont permis de gagner la sympathie de nombreux jeunes ouvriers. Ces derniers mois la direction des Jeunes Communistes sembla comprendre qu'il faut entraîner l'avant-garde à se battre...

De la même façon, le projet parlait de la « fixation d'une durée hebdomadaire maximum de 40 heures... ». Mais il « oublie » de préciser « avec maintien du salaire intégral ».

Enfin le § 9 prévoit la création d'un corps spécial d'inspecteurs. Ainsi c'est l'Etat capitaliste, le « chargé d'affaires de la bourgeoisie » (Jules Guesde) que la jeunesse socialiste propose de « charger de l'application des lois de protection de la jeunesse ».

Cette charte de la Jeunesse était si lamentable que la direction même des J. S. dut y apporter un certain nombre de modifications. Un article du Cri mit en garde contre les illusions que pourraient faire naître les palliatifs...

Il constate la faiblesse d'organisation dans toutes les industries ; sans aller au fond de la question, il ne pose pas le problème, car il le sait bien ! D'ailleurs, les chiffres que nous avons sont concluants...

Ratification immédiate de toutes nouvelles commissions du B. I. T. étendant les avantages déjà acquis. Secours jeunes chômeurs. Egalité des droits aux secours de chômage...

1) Assurance chômage. 2) 3 semaines de vacances payées par an (chaque patron versant à cet effet une somme proportionnée à la durée de présence dans la maison)...

3) Les quarante heures par semaine sans diminution de salaire. Ces revendications sont celles que la Jeunesse Socialiste elle-même inscrit sur son programme pour la lutte présente...

Pour faire certaines politiques, il faut certaines personnes, toutes les personnes ne sont pas bonnes pour toutes les politiques. (Gitton à la réunion d'information de Lille le 9 mai.)

Voilà en somme la conclusion de Gitton à cette réunion d'information ou à ce lieu pour le comité général de dimanche 14, le lavage de tête à Gilbert Declercq et à Delattre...

Examinant le 1er mai, Gitton constate notre extrême faiblesse. Et ce qui concerne la manifestation, il fait remarquer que cela est dû au sectarisme de beaucoup de camarades...

« Il faut rejeter les injures et les épithètes, faire des constatations de faits mais pas des qualificatifs, qui n'expliquent rien ! » On croirait entendre les raisonnements d'un Trotskyiste!

Maintenant Gitton s'attaque à l'U. R. Si l'U. R. savait où elle va, elle aurait pris les plus grosses entreprises et constate sur la composition du secrétariat que Delattre n'était qu'administrateur...

à un comité commun des jeunes confédérés et unifiés la tâche de veiller à l'exécution de ces revendications et au respect des lois déjà acquises. A bas les formules générales qui ne permettent aucun contrôle par l'action...

Bien loin d'opposer cette action commune à l'unité des centrales syndicales, il faut lutter pour l'unité syndicale, arme essentielle pour une semblable campagne. Les mots d'ordre de l'opposition de gauche doivent être repris...

Pour la conférence de la jeunesse ouvrière et paysanne !

Auger.

LILLE

La guillotine fonctionne dans la 1° U. R.

idée sur le mouvement dans les usines ! Ce n'est pas nous qui dirons le contraire. Mais c'est Gitton qui le déclare et constate partout du désintéressement (bâtiment, métallurgie) et l'Etat-major !

Gitton demande le changement de direction, ce qui serait fait au comité général. Comme justification, Gitton parle de la crise dans le monde et en France, que pour la situation qui va venir, il faut des gens capables...

Notre camarade Devreyer à la parole; après s'être refusé à prendre une responsabilité quelconque aux coupages de têtes et du comité général, il démontre la carence qu'a eue la C.G.T. U. dans le comité d'Armentières...

Drève intervient pour se montrer d'accord avec Gitton, (il se montre toujours d'accord avec n'importe qui du moment qu'il reste dans la nouvelle ligne) et attaque Devreyer qui dit qu'il n'a pas la rentrée dans la C. G. T. avec les deux conditions !

Delattre déclare qu'il restera au travail, qu'il reconnaît n'avoir pas fait tout son travail; enfin il déclare qu'il demande à la guillotine et enfin, qu'il démissionne !

Gitton qui a déclaré à l'interruption de Devreyer contre les allégations de Drève qu'il ne répondra qu'en deux mots, prit la parole. Delattre — dit-il, a très bien posé la question, etc...

Nous sommes, soi-disant, d'après Gitton, pour la rentrée, dans la C. G. T. avec les deux conditions, parce que nous voulions discuter !

Plus que jamais les copains, resserons les rangs. Pour une véritable politique Léniniste et Marxiste, en avant ! A. Emilien.

MARSEILLE

Les staliniens déchainés contre l'opposition

Mouton noircit dans « Rouge-Midi » beaucoup de papier en s'efforçant de démontrer que pour le Parti le « quartier des trotskystes » n'existe pas.

Le 11 mai notre cher Péri devait prendre la parole au Cinéma Eden. Notre courageux Péri se trouva plus à l'aise de débiter en pleine sécurité ses mensonges et calomnies contre l'opposition dans les colonnes de l'« Huma » que de s'exposer au risque de devoir répondre à un contradicteur.

Suivant la tradition du P.C. à Marseille, inaugurée aux deux conférences de Vaillant-Couturier au Brebant et au Club des Marins, on s'assure que les contradicteurs probables soient mis dans l'impossibilité de demander la parole.

Ainsi cette fois aussi un imposant service d'ordre a été mobilisé à ce sujet. Notre camarade Goutille se présentant à la porte de la salle, après avoir comme tout le monde payé le droit d'entrée, fut empêché de rentrer et fut expulsé malgré les protestations de ceux qui assistaient à ce coup stalinien.

L'« Huma » s'indigne avec juste raison devant les brutalités policières surtout quand celles-ci sont dirigées contre des femmes. Cela n'empêche nos vaillants staliniens d'en faire autant. La camarade C..., vendant la « Vérité » à la criée a été à trois reprises attaquée par des staliniens. La première fois des membres du service d'ordre se jetèrent sur elle, déchirèrent le paquet de journaux qu'elle avait sur elle et un stalinien plus courageux « voulant s'illustrer par un exploit particulier » réussit à arracher le porte-monnaie de la camarade et disperser l'argent, produit de la vente, par terre.

Il est écœurant de voir jusqu'où la haine et la rage de quelques bureaucrates incapables peut aller pour exciter les honnêtes ouvriers communistes d'user les méthodes indignes de tout communiste et prolétaire.

Il est plus facile d'assommer quelques jeunes oppositionnels ou de brutaliser des femmes (notre camarade s'en est tirée avec des blessures échymosées et égratignures sur le bras) que d'organiser la lutte contre le fascisme. Taittinger peut impunément parler à Marseille; aucune tentative d'empêcher les agissements des J.P. et des des Camelots du Roi. Dans ce cas Mouton soigne sa santé. Bien sûr, il ne s'agit pas ici des « trotskystes », mais rien que des fascistes.

Sur les discours eux-mêmes, il y a rien à dire. Mouton expliquait à l'auditoire qu'il était venu pour combattre : la guerre, la misère (!!!) et le fascisme. C'est probablement chez Lénine que Mouton a trouvé le mot d'ordre de lutte contre la misère ou peut-être il s'est inspiré des articles de Fanoucci dans « R.-M. » sur le paupérisme à Marseille.

Le discours de Genovès, dirigeant des J.C. à Marseille a montré qu'il sait mieux attaquer et assommer lâchement des communistes que donner un seul mot d'ordre clair aux jeunes communistes.

Le clou de la soirée était le discours de Péri. On aurait pu se croire en pleine réunion du parti radical. En commençant par la terreur en Indochine, passant par les entretiens de Washington, les événements en Allemagne et les relations russo-japonaises, il débâta ses articles de l'« Huma » seulement accompagnés de gestes qui faisaient penser à un pantin.

Après ce discours « communiste » les staliniens avaient encore le culot de demander si quelqu'un demandait la parole pour la contradiction. Tout radical ou S.F.I.O. eau-de-rose pouvait souscrire au discours de Péri, ayant d'avance empêché les contradicteurs gênants d'entrer dans la salle aucun contradicteur ne se trouva.

Depuis quelques semaines « Rouge-Midi » et les cheffailons du Parti font une campagne d'excitation au pogrome contre l'opposition, en la classant comme déviation petite-bourgeoise. Cela n'empêche pas naturellement Mouton d'ouvrir les portes du Parti aux éléments les plus déclassés de la petite-bourgeoisie. Ainsi Castelli, membre d'une association théâtrale de la haute bourgeoisie marseillaise, ayant invité le consul fasciste italien à une représentation d'un club dont il était dirigeant et secrétaire, ayant eu des relations avec Jarville après que celui-ci avait été à plusieurs reprises dénoncé dans l'« Huma », comme indésirable et individu dont on a été dès sa rentrée au Parti nommé secrétaire dit 2° rayon et membre du « Comité de rédaction de R. M. ».

Castelli, secrétaire de rayon, Mme Jourdain, membre de la loge maçonnique (l'Obéissance « Droit humain »), dans la direction du Secours rouge, voilà la bolchevisation du Parti sous le régime de Mouton, qui fait déferler une vague d'exclusions contre tous ceux qui sont coupables d'être d'accord avec Lénine et Trotsky.

Mouton peut continuer d'ordonner à des honnêtes ouvriers d'user de pires méthodes anti-communistes, de les exciter contre l'opposition, rien ne l'empêchera de continuer la majorité du Parti et de la classe ouvrière pour les orienter contre les véritables ennemis du prolétariat: la réaction capitaliste et son bras droit, le fascisme.

Péro.

SERVICE DES LIVRES DE LA «VERITE»

Ouvrages de L. Trotsky

Table listing books and prices: Cours nouveau (1923) 3 50, Vers le Capitalisme et vers le Socialisme (1925) 3 50, Les problèmes de la Révolution allemande (1933) 1 50, Et maintenant ? (1932) 3, La seule voie (1932) 2, Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933) 0 25, Signal d'alarme (Le danger menaçé de plus près en U.R.S.S.) (1933) 0 25, L'Economie soviétique en danger 2, Les problèmes de la guerre civile (1924) 1 50, L'Histoire de la Révolution Russe (T. 1) 15, La Révolution permanente 15, Ma vie (3 volumes) 30, La Révolution défigurée 10, Ch. Rakovsky, Problèmes de l'économie de l'U.R.S.S. 2, Carte postale (portrait de Rakovsky), par 10 2 50, Envoyer les fonds en mandats-poste au nom de P. Naville, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le Gérant : P. Frank. Imprimerie Centrale de la Bourse 117, rue Réaumur, Paris (2e)

5° ANNÉE - N° 155

LA VERITE

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (Opposition)

23, rue des Vinaigriers (10e)

Paraît le Vendredi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an 20 francs Six mois 10 francs